

Identité canaque et intégration coloniale *

par

Jean-Marie KOHLER **

Le thème de l'identité culturelle et ethnique a joué un rôle essentiel dans la genèse et l'évolution de la dynamique nationaliste au cours des quinze dernières années. Mais à l'heure actuelle, et plus précisément depuis que les accords de Matignon ont inauguré une politique résolument intégrationniste, l'idéologie identitaire canaque connaît des développements contradictoires.

I. — INFAMIE ET RÉHABILITATION CULTURELLE.

Pour les Blancs, les Canaques ont longtemps incarné les sauvages les plus primitifs : non seulement sortis tout droit du néolithique, mais anthropophages de surcroît — ce qui était considéré comme le dernier degré de la déchéance humaine. Aux antipodes des mœurs civilisées, le comportement des « naturels » ne relevait d'aucune culture et ne renvoyait qu'aux instincts. Ces représentations furent largement utilisées par les missionnaires pour condamner et détruire le paganisme, et par les colons pour justifier leurs spoliations et légitimer la domination blanche. Elles ne tardèrent pas à être intériorisées par les Canaques eux-mêmes. Dépossédés et parqués dans des réserves, ils s'enfoncèrent dans la culpabilité et la honte face aux Blancs, se dévalorisant au point de bloquer pour longtemps les possibilités d'idéalisation de leur héritage culturel et l'émergence de revendications identitaires. Pour survivre à une aliénation aussi radicale, c'est à l'insu des colons qu'ils prirent soin de préserver autant

que possible leurs modes de vie traditionnels dans les réserves, tout en se convertissant au christianisme.

Il fallut attendre le « Festival Mélanésia 2000 » organisé en 1975 par J.-M. Tjibaou, pour voir le peuple indigène s'affranchir de l'indignité radicale dont il se trouvait frappé depuis le début de la colonisation. Surmontant des inhibitions déjà plus que séculaires, il affirma à cette occasion l'existence passée et toujours actuelle d'une culture canaque, réclama « sa part de soleil » face aux colons, et sa place parmi les peuples du monde. Durant huit jours, deux mille Mélanésiens célébrèrent à Nouméa, haut-lieu de l'hégémonie blanche, les valeurs et les façons de vivre de leurs ancêtres, transmuant en sujet de fierté ce qui avait jusque là fait l'objet de leur honte. Ils mirent en scène ce qui les différencie des Blancs, pour construire et manifester leur identité — « l'identité culturelle de l'ethnie kanak ». Au delà des règles de conduite particulières qui régissent la vie quotidienne et cérémonielle des individus et des communautés autochtones, cette identité fut présentée comme une manière commune d'être au monde, comme une éthique propre à l'ethnie et qui transcenderait l'histoire. La « coutume », qui exprime cette éthique, transmet les traditions sacrées relatives à la terre, aux ancêtres et aux clans qui en sont issus ; elle règle la dévolution des statuts sociaux, le contrôle de l'espace, la production, la circulation des biens et des personnes, et la répartition des pouvoirs dans les clans et les chefferies. En proclamant cette identité, « Teê Kanaké », porte-parole archétype des autoch-

* Communication présentée aux « Journées des sociologues de l'ORSTOM (17-18 sept. 90) », consacrées au thème « Formes d'identification, production d'identités... »

** ORSTOM, Paris.

ones à « Mélanésia 2000 », voulut avant tout se faire connaître et être reconnu, sa démarche étant plus une quête de dignité et une offre de dialogue qu'une revendication de pouvoir.

L'impact de « Mélanésia 2000 » fut considérable au plan culturel. Les Canaques prirent confiance en eux-mêmes et s'engagèrent dans une recherche active de leur identité : collecte des traditions orales, inventaire des savoir-faire artisanaux et artistiques, retour aux « sentiers coutumiers », réactivation des cérémonies traditionnelles, etc. Les Blancs commencent, bon gré mal gré, à accepter ce qu'ils avaient nié jusque là : l'existence d'une société et d'une culture mélanésiennes. Et l'administration se résolut, en créant l'« Institut Culturel Mélanésien » entre autres, à prendre en compte l'importance nouvelle des facteurs culturels dans l'élaboration de ses stratégies politiques. Sous le couvert du respect des spécificités ethniques, la revendication d'« authenticité culturelle » fut encouragée, pour maintenir les colonisés à l'écart des domaines à forts enjeux économiques et politiques, et l'on vit le pouvoir colonial se faire le défenseur de la coutume canaque contre les Canaques eux-mêmes.

2. — L'IDENTITÉ CANAQUE CONTRE L'IDENTITÉ FRANÇAISE.

Tout en continuant à s'inscrire dans les perspectives ouvertes par « Mélanésia 2000 », la recherche identitaire accompagna la radicalisation politique de la lutte nationaliste. La revendication des terres claniques se transforma en tentative de reconquête politique (voire militaire) du territoire. De matrice d'identité pour les individus et les clans, la terre fut promue matrice d'identité pour la nation canaque, en tant que source d'une légitimité originelle préminente (celle des « premiers occupants »). Le pays des Canaques fut proclamé « Pays Kanak », cadre immanent de l'État-nation de Kanaky. Le soulèvement de 1984 et les actions violentes qui suivirent jusqu'en 1988 bouleversèrent à leur tour, profondément, certains schémas identitaires. Au modèle de l'indigène soumis et pacifique (imposé par la colonisation et la christianisation), se substitua la représentation fortement valorisée des Canaques révoltés. Tout le passé de résistance armée contre les Blancs, refoulé jusque là, resurgit à la mémoire collective et fut mobilisé pour appuyer le combat nationaliste. En reprenant l'initiative sur le terrain, les Mélanésiens eurent le sentiment de renouer avec leur histoire, et avec l'histoire, après une lon-

gue parenthèse. Les victimes de la répression, de Machoro à Dianou, furent perçues comme des héros et des martyrs, dans la ligne du Grand Chef Ataï qui avait mené l'insurrection de 1878. Mais c'est par rapport à l'école que l'élaboration de modèles identitaires allait aboutir aux productions les plus achevées.

Le rejet du dogme de la supériorité culturelle des Blancs après « Mélanésia 2000 » eut pour corollaire que l'échec scolaire massif des élèves indigènes cessa d'aller de soi. L'école ne fut plus considérée par les Canaques comme un lieu politiquement neutre, offrant à tous les élèves des chances de formation égales ; mais elle fut dénoncée comme un instrument privilégié de la domination coloniale, ayant pour fonction de reproduire et de légitimer la réussite des enfants blancs et la relégation des jeunes Mélanésiens. Les militants indépendantistes en conclurent qu'une autre école devait être créée, au service de la cause noire : une école attachée à former des hommes et des femmes capables de participer à la lutte de libération du peuple colonisé et à l'édification d'une nation canaque souveraine. Promouvoir l'identité canaque, pour faire pièce aux prétentions hégémoniques de la culture française, fut désigné comme l'objectif prioritaire de cette école alternative.

Les valeurs et les modèles de comportement devant servir de principes directeurs à la nouvelle école furent dégagés à la faveur d'une relecture politico-culturelle des relations entre les Mélanésiens et les Blancs. Tandis que ces derniers sont dénoncés comme matérialistes et seulement intéressés par le profit, pratiquant à outrance l'individualisme et la concurrence, l'école mélanésienne devra apprendre aux petits Canaques à toujours rechercher le partage qui maintient la solidarité et l'égalitarisme caractéristiques des communautés traditionnelles. L'ensemble des maux dont souffre le peuple autochtone est imputé à la colonisation, et tout ce qui vient de l'Occident est suspect — car susceptible d'aliéner le Canaque et sa société. Mais tout ce qui, au contraire, apparaît comme « authentiquement canaque » par référence au passé précolonial, est censé apte à rétablir les Mélanésiens dans la dignité et le bonheur. La coutume, créditée de leur avoir permis de vivre et de s'épanouir pendant des millénaires avant l'arrivée des Blancs, et de les avoir aidés à survivre à la colonisation, est désignée comme la meilleure voie pour l'avenir. Même s'il convient de l'adapter, elle doit demeurer la norme ultime pour les choix de société : hors d'elle, point de salut pour les Canaques. La tribu, où l'identité canaque a ses racines, reste

avec l'économie horticole et l'ensemble de l'environnement rural — le cadre de vie idéal pour les Mélanésiens. L'école devra donc accorder au moins autant d'importance à la formation qu'à l'instruction, à la maîtrise de l'héritage culturel qu'à l'accès aux savoirs modernes.

Ce projet d'école mélanésienne échoua, malgré la courageuse et intéressante initiative que constitua la création, en 1984, de l'« École populaire kanak ». Seuls deux ou trois des nombreux enseignants indépendantistes qui avaient conçu le projet s'engagèrent effectivement dans les écoles alternatives qui furent ouvertes, cependant que l'immense majorité des petits autochtones continua à fréquenter l'école officielle — derrière les enfants des principaux dirigeants nationalistes. Parmi les causes de l'échec du projet d'école mélanésienne, les pressions exercées par l'administration n'ont pas été les moindres ; mais celles inhérentes aux contradictions du projet lui-même sont volontiers occultées. En particulier, les références identitaires retenues pour le nouveau modèle éducatif n'ont, dans une large mesure, représenté qu'une forme de contre-idéologie construite sans ancrage dans les pratiques sociales concrètes, par simple opposition à l'idéologie dominante. L'exaltation de la vie coutumière en tribu, en marge de l'économie de marché, a masqué le fait que le tiers des Mélanésiens — et beaucoup plus parmi les élites — sont aujourd'hui urbanisés, salariés, et très intéressés par la réussite scolaire de leurs enfants dans le système en place. Alors que la différenciation sociale ne cesse de s'accroître, c'est seulement par leur condition commune de colonisés que les Canaques peuvent se concevoir et se présenter comme une communauté homogène et unie. L'identité culturelle qu'ils revendiquent, pensée comme une réalité métaphysique qui serait constitutive de l'ethnie mélanésienne, de façon anhistorique et transcendante, ne constitue en réalité qu'une construction culturaliste qui ne prend pas en compte les enjeux concrets de l'évolution socio-économique.

3. — NOUVELLES PROJECTIONS IDENTITAIRES ET ORTHODOXIE COUTUMIÈRE.

Après le massacre d'Ouvéa (mai 1988), J.-M. Tjibaou se demanda si « on ne fait pas souffrir (le) peuple avec seulement des slogans » ; puis il répondit à cette question par la signature des accords de Matignon. C'est une nouvelle ère qui s'ouvrit. Une politique de collabora-

tion de vaste envergure avec les forces coloniales, à Paris et à Nouméa, est appelée à prendre le relais de la lutte des années passées. Il n'est plus demandé aux jeunes Canaques de dresser des barricades et de harceler les colons ou les forces de l'ordre pour libérer le peuple colonisé de la domination blanche. La priorité dorénavant imposée au mouvement indépendantiste est le développement, présenté comme un détour obligé pour accéder à l'Indépendance. L'objectif est de parvenir à maîtriser l'économie de marché : investir les structures capitalistes, « battre les Blancs sur leur propre terrain, avec leurs armes ». En matière de formation, on opte pour une politique privilégiant résolument l'efficacité technique et sociale moderne — au mépris des principes formulés pour l'école mélanésienne. Au plan économique, la préférence est donnée aux « grands projets », censés capables d'induire des mutations structurelles décisives pour la société indigène : implantation du « Club Med » et d'un port franc, participation aux activités minières et à l'extension du grand commerce, développement des infrastructures lourdes, etc. L'économie auto-centrée, avec les coopératives et les gîtes ruraux, a perdu beaucoup des vertus qu'on lui avait prêtées ; et l'on ne craint plus, comme auparavant, que les « grands projets » n'entraînent la destruction des milieux sociaux et écologiques, et n'aggravent les relations de dépendance. Pragmatisme et libéralisme, considérés comme non idéologiques, sont opposés au radicalisme idéologique et politique du combat indépendantiste de la période écoulée.

Mais cette nouvelle stratégie n'est pas compatible avec celle de la restauration sociale préconisée antérieurement, ni avec les attitudes de repli culturel qui l'accompagnaient. Le Canaque idéal n'est plus le Canaque de tribu, vivant au diapason de l'environnement culturel et écologique de son village, loin des milieux où domine l'argent et où prévaut la concurrence. De nouvelles projections identitaires interviennent, se superposant aux schémas antérieurs. L'idéal désormais mis en avant est celui de l'entrepreneur ou du cadre qui réussit à transformer son milieu, grâce aux compétences et aux moyens financiers que l'on acquiert à l'extérieur — notamment à Nouméa (voire en métropole). Dans le contexte créé par les accords de Matignon, le Canaque ne pourra « se légitimer » aux yeux des autres ethnies que par les responsabilités techniques et économiques qu'il se montrera capable d'assumer au sein de la formation sociale néocalédonienne. Toutefois, l'ancien discours iden-

titaire ne sera pas abandonné ; au contraire. Les élites qui suivent les voies nouvelles se montrent d'autant plus attachées à l'orthodoxie coutumière que leurs proclamations en la matière leur permettent de masquer la distance objective croissante qui les sépare de la société traditionnelle, et de faire croire que les intérêts qu'elles défendent sont toujours ceux de l'ethnie qu'elles prétendent représenter — et non ceux seulement de la classe sociale qu'ils sont en train de constituer.

La rhétorique identitaire développée dans le sillage des accords de Matignon se révèle parfaitement adéquate, avec les contradictions qu'elle charrie, aux besoins idéologiques de la politique d'intégration différentielle menée en Nouvelle-Calédonie. Pour les ruraux des zones à faibles potentialités économiques, mal scolarisés, chômeurs ou salariés peu rémunérés, sans perspectives d'avenir, l'adhésion au credo coutumier correspond au choix du nécessaire ; et l'intériorisation progressive des normes de la nouvelle idéologie de la réussite finira par justifier, à leur propres yeux, la relégation qui est leur lot. Par contre, l'adhésion formelle à la coutume, conjuguée avec les nouvelles projections identitaires, permet à la petite-bourgeoisie canaque de légitimer à la fois ses prérogatives politiques et ses avantages économiques. Urbanisée, diplômée, occupant des emplois correctement rémunérés et motivée par les perspectives d'ascension sociale que lui offre un cadre colonial rénové, cette petite-bourgeoisie recourt sans cesse au discours sur l'identité culturelle et ethnique pour réactualiser l'unité symbolique du peuple mélanésien face aux Blancs, tout en cherchant à conforter ses positions dominantes par ses réussites dans la collaboration avec ces Blancs.

4. DÉTERMINATIONS ET INDÉTERMINATION.

L'insularité, l'éloignement, la faiblesse démographique de la population colonisée, le niveau médiocre de sa technologie, et la brutalité de la colonisation de peuplement menée par la France en Nouvelle-Calédonie, sont autant de facteurs, parmi d'autres, qui ont conféré aux rapports coloniaux dans cet archipel un caractère singulier, et qui interdisent de procéder à des extrapolations. Les enseignements que l'on peut tirer des descriptions qui précèdent ne constituent par conséquent que des hypothèses de travail.

Il semble qu'une domination radicale, comme celle qui a prévalu durant la période proto-coloniale, produise une aliénation pareillement radicale, qui rend difficile l'émergence d'une conscience identitaire porteuse de changement politique. Quand la domination se tempère, comme ce fut le cas à partir de 1945, le domaine culturel représente pour les dominés le champ le plus aisé à investir. D'une part, parce que les survivances de leur passé leur fournissent de façon immédiate un matériau de référence permettant de formuler des alternatives ; d'autre part, parce que les contraintes exercées par les dominants sont moindres dans le domaine culturel que dans les domaines économique et politique. Si, comme cela s'est produit entre 1975 et les années 80, une politique de marginalisation intervient alors que le milieu colonisé a réussi à mettre en place une dynamique culturelle forte, elle aboutit à un renforcement de celle-ci. L'unité symbolique des dominés face aux dominants l'emporte, dans une telle situation, sur les antagonismes et les divisions internes au milieu dominé, et se transforme aisément en force politique. Qu'intervienne, au contraire, une politique d'intégration comme celle menée depuis 1988, et l'on assiste à une accélération des processus de différenciation sociale qui sapent l'unité de la société colonisée et de sa production symbolique, et désamorcent le potentiel de contestation de la revendication culturelle.

Mais, dans les rapports entre le culturel et l'évolution sociale, il faut se garder plus qu'en toute autre matière de croire que les processus sont linéaires et nécessaires. S'il est vrai que l'économie de marché dans laquelle s'insèrent de plus en plus les Mélanésiens a sa logique, il est non moins vrai que l'idéologie a « ses raisons que la raison ne connaît pas »... Rien n'autorise à croire que la petite-bourgeoisie canaque ne reviendra pas un jour, en dépit de la dépendance économique où elle se trouve piégée, à des formes subversives d'intégrisme culturel — que ce soit pour se « blanchir » de sa collaboration actuelle avec l'administration, ou pour tenter de lui ravir le pouvoir. Mais surtout, rien n'est définitivement joué au niveau des rapports entre la base canaque (particulièrement la jeunesse des couches sociales défavorisées), et les élites qui profitent du maintien de la présence coloniale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ne sont cités que les travaux dont sont tirées les données présentées dans cette communication.

KOHLER (J. M.), PILLON (P.), 1982. — *Adapter l'école ou réorienter le projet social. Le problème d'un enseignement spécifique pour les Mélanésiens*. Nouméa, Institut Culturel Mélanésien. Réédité en 1987.

KOHLER (J. M.), WACQUANT (J. J. — D.), 1985. — *L'école*

inégale. Éléments pour une sociologie de l'école en Nouvelle-Calédonie. Nouméa, Institut Culturel Mélanésien.

KOHLER (J. M.), PILLON (P.), WACQUANT (J. J. — D.), 1985. — *Jeunesse canaque et coutume*. Nouméa, Institut Culturel Mélanésien.

KOHLER (J. M.), 1990. — *Coutume et colonisation*. Dans Bensa (A.), KOHLER (J. M.), SAUSSOL (A.), TISSIER (J.): *Comprendre l'identité kanak*. L'Arbresle, Centre Thomas More.

Société des Océanistes

BUREAU

Président :

M. Claude ROBINEAU.

Vice-Présidents :

M. José GARANGER.

M. Jean GUIART.

M^{me} Marie-Charlotte LAROCHE.

Secrétaire Général :

M. Michel PANOFF.

Secrétaires Généraux Adjointes :

M. Michel ORLIAC.

M. Alain SAUSSOL.

Trésorier :

M^{me} Odette LANGER.

CONSEIL

M. Joël BONNEMAISON.

M. Michel CHARLEUX.

M. Jean-Michel CHAZINE.

† M. Robert CORNEVIN.

M. Jean-Pierre DOUMENGE.

M. Albert DUCROS.

M^{me} Françoise DUSSART.

M. Maurice GODELIER.

M. Alfred GRAND.

M. Bernard GROSSAT.

M. Emmanuel KASARIHEROU.

M^{me} Anne LAVONDES.

M. Pierre LEMONNIER.

M. Paul MOORTGAT (*Délégué pour le Pacifique*).

M. Colin NEWBURY.

M. François RAVAUT.

M. Bernard SALVAT.

M. Alan WARD.

MEMBRES D'HONNEUR

M^{me} Brigitte GUYOMARD.

M. Bertrand JAUNEZ.

† R. P. Patrick O'REILLY.

Journal de la Société des Océanistes

publié avec l'aide du C.N.R.S.



Musée
de l'Homme
Paris

92-93

Année 1991 — 1 & 2

08 NOV. 1991

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 34930 ex 1

Cote : B

M